

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

Parc St Jean
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-de-Védas

Références : UD34/2024/H3/MJ/040
Code AIOT : 0006600949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement GSM implanté lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 28 février 2024 s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection établi pour l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- lieu-dit l'Arbousier Ouest 34160 Castries
- Code AIOT : 0006600949

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire est autorisée jusqu'en 2026 pour une production maximale de 600 000 t/an. Les matériaux produits sont transformés en granulats dans les installations implantées sur le site de la carrière. GSM a obtenu en mars 2022 une autorisation d'extension pour la création d'une plateforme de stockage de matériaux, dont la réalisation n'a pas été engagée à ce jour, du fait des procédures contentieuses intervenues depuis la délivrance de l'arrêté complémentaire l'ayant autorisée.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets entrants sur le site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 et 9	Demande d'action corrective	30 jours
3	Traçabilité des déchets entrants	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43.II	Demande d'action corrective	27 jours
4	Forages sur le site	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	Demande d'action corrective	30 jours
5	Déclaration forage code minier	Autre du 13/03/2024, article L.411-1	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle de la traçabilité des déchets entrants en vue d'un usage de réhabilitation a été mené conformément à l'action régionale déclinée sur le sujet pour l'année 2024.

Il a amené à constater une absence de tenue du registre électronique, tenue exigée depuis le 1er janvier 2022.

Les autres constats ont essentiellement concerné les ouvrages souterrains (forages, piézomètres) tant sur leurs conditions d'exploitation que sur leur situation au droit des obligations réglementaires déclaratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2000, article 6.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vibrations
Prescription contrôlée : Article 6.3.4 [...] Annuellement un contrôle sismique sera réalisé par un organisme externe dont le choix devra avoir reçu l'accord de l'inspecteur des installations classées. Les points contrôlés seront situés au château d'eau, dans le lotissement des Brebières à Guzargues et au Mas de Figaret. [...] Les vibrations devront être au plus égales aux valeurs suivantes: - entre 1 et 5 Hz: niveau de vibration égal à la valeur de la fréquence - entre 5 et 30 Hz: 5 mm/s - >30 Hz: 10 mm/s On ne retiendra dans l'analyse fréquentielle que les fréquences significatives. Les valeurs ci-dessus indiquées concernant les vibrations sont à considérées comme des valeurs d'alerte. L'exploitant, en cas de dépassement exceptionnel des valeurs d'alerte, devra prendre immédiatement toutes dispositions pour respecter les limites ci-dessus fixées.
Constats : Des dépassements des valeurs limites des vitesses particulières ont été constatés sur 5 des 19 mesures de vitesse particulière réalisées en 2022. Ces dépassements ont été relevés par l'inspection de l'environnement dans son rapport d'inspection daté du 28 août 2023 et faisant suite à l'inspection du 17 avril 2023. Depuis ce constat, l'exploitant a procédé au déplacement du stockage de sables au niveau du front Nord de la carrière, ce qui a eu pour effet de modifier la configuration des plans de tir et d'abaisser les vitesses particulières mesurées en dessous des valeurs limites réglementaires (18 mesures faites en 2023, aucun dépassement, 9 en 2024 et aucun dépassement également).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets entrants sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7 et 9
Thème(s) : Autre, Contrôle visuel des déchets entrants
Prescription contrôlée : Article 7: Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Article 9:

<p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les dires de l'exploitant, le contrôle visuel des déchets entrants est réalisé à l'entrée du site et lors des opérations de déchargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une consigne portant sur les contrôles visuels des déchets entrants, à l'entrée et lors du déchargement, devra être établie par l'exploitant et portée à la connaissance du personnel concerné.</p> <p>Le résultat des contrôles visuels sera à rapporter dans le registre d'admission des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30jours</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43.II</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traçabilité des terres excavées et sédiments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R.541-43.II :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non</p>

<p>inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière et sa réhabilitation amène l'exploitant à recevoir sur le site des terres excavées, ce qui oblige l'exploitant à fournir les informations stipulées à l'article du code de l'environnement repris ci-dessus sous forme d'un registre chronologique.</p> <p>Ce registre, à renseigner par voie électronique selon les dispositions de l'article R.541-43.I du code de l'environnement, n'a pu être présenté à l'inspecteur de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place et de renseigner de manière exhaustive le registre électronique prévu aux articles R.541-43.I et II du code de l'environnement.</p> <p>Le contenu du registre devra être conforme aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 27jours</p>

N° 4 : Forages sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation des forages

<p>Prescription contrôlée : Article 11</p> <p>Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur de l'environnement a constaté que le forage alimentant notamment les asperseurs mis en place le long des pistes de circulation des engins de chantier dysfonctionnait avec une fuite au niveau de l'arrivée d'eau en fond de chambre de comptage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploiter de mettre fin à cette fuite d'eau à l'origine de gaspillage d'eau dans les meilleurs délais, et d'en indiquer à l'inspection les modalités sous 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30jours</p>

N° 5 : Déclaration forage code minier

<p>Référence réglementaire : Autre du 13/03/2024, article L.411-1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Déclaration forages au titre du code minier</p>
<p>Prescription contrôlée : Article L.411-1 :</p> <p>Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document établi par Berga Sud le 19 décembre 2022 est un porté à connaissance à l'attention de l'administration relatif au remplacement du piézomètre Pz1-4 utilisé dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines au droit de la carrière. Ce document a été transmis par GSM à l'inspection de l'environnement par courrier du 7 mars 2023. Il fait état de 4 piézomètres implantés sur et alentour de la carrière et nommés Pz1-1, Pz1-3, Pz1-4 et Pz1-5. Les coordonnées Lambert 93 sont précisés pour chaque piézomètre. Après contrôle de la base de données du BRGM alimentée par les déclarations des exploitants d'ouvrage souterrain au titre de l'article L.411-1 du code minier , seuls les piézomètres suivants sont renseignés dans cette base de données : - Pz1-3 : BSS002GNXP(09904X0107/ARBOUS),</p>

- Pz1-5 : BSS002GNXP(09904X0108/ARBOUS).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les forages Pz1-1 et Pz1-4 ayant une profondeur supérieure à 10 mètres (entre 60 et 70 mètres), il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance de l'administration l'existence de ces forages. en application des dispositions de l'article L.411-1 du code minier, par le biais de l'application duplos.developpement-durable.gouv.fr
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30jours